

E-newsletter DSB-SPC n° 6

Français

Évaluation des accords de coopération en matière de guidance et de traitement d'auteurs d'abus sexuels	2
Assistance de l'avocat	3
Campagne « Stop à la prostitution enfantine »	4
Signature d'un protocole sur la maltraitance des enfants	5
Plate-forme nationale de concertation de la criminalité automobile	6

Nederlands

Evaluatie van de samenwerkingsakkoorden inzake begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik	7
Bijstand van de advocaat.....	8
Campagne 'Stop kinderprostitutie'	9
Ondertekening 'Protocol Kindermishandeling'	10
Nationaal Overlegplatform Autocriminaliteit.....	11

Évaluation des accords de coopération en matière de guidance et de traitement d'auteurs d'abus sexuels

Nous annonçons dans notre précédent bulletin d'information que le Service de la Politique criminelle (SPC) avait entamé l'évaluation des accords de coopération en matière de guidance et de traitement d'auteurs d'abus sexuels. Cette évaluation vise à identifier éventuels points problématiques dans l'organisation et l'application des accords de coopération.

La première phase a été achevée : elle comprenait une étude de la littérature répertoriant les informations et les problèmes existants. Cette étude a été transmise en avril au groupe de pilotage. Ce dernier a estimé à l'unanimité qu'il n'y avait pas lieu de remettre en question le principe et la finalité des accords de coopération mais qu'il était nécessaire de les améliorer et de les actualiser.

Dans la seconde phase de l'évaluation, une consultation écrite de grande envergure des acteurs concernés est entreprise afin d'approfondir et de compléter les informations provenant de l'étude de la littérature. Cette consultation est organisée en collaboration avec les directions générales Maisons de justice et Établissements pénitentiaires. Enfin, la troisième phase, qui se déroulera au cours du mois de septembre, comportera la rédaction d'un rapport exposant les problèmes problématiques et formulant des recommandations. Ce rapport sera transmis au nouveau ministre de la Justice.

Personnes de contact :

An Raes :	an.raes@just.fgov.be ,	02/542.74.21 (NL)
Ariane Deladrière :	ariane.deladriere@just.fgov.be ,	02/542.74.12 (FR)
Salih Sivri :	salih.sivri@just.fgov.be ,	02/542.74.79 (NL)
Margot Taeymans :	margot.taeymans@just.fgov.be ,	02/542.74.85 (NL)
Jessy Mertens :	jessy.mertens@just.fgov.be ,	02/542.74.18 (NL)

Assistance de l'avocat

Le SPC suit la problématique de l'assistance de l'avocat (jurisprudence *Salduz*). Le 4 mai 2010, le Collège des Procureurs généraux a diffusé une circulaire concernant des « directives provisoires concernant l'assistance d'un avocat lors de la première audition de police d'un suspect compte tenu de la récente jurisprudence de la CEDH ».

Cette circulaire souligne qu'il est impossible actuellement d'instaurer une assistance effective de l'avocat. Elle prévoit néanmoins l'enregistrement vidéo par les services de police de la première audition du suspect arrêté en cas d'infraction grave (homicides et crimes non correctionnalisables). Par ailleurs, l'on signale désormais à toute personne interrogée qu'elle a le droit de refuser de répondre aux questions posées.

Cette solution provisoire est opérationnelle. La problématique de l'assistance de l'avocat représente toutefois un choix fondamental de société qui requiert une initiative législative. Le SPC analyse dès lors les pistes de réflexion possibles afin de soutenir la préparation d'un cadre législatif (constitutionnel) le plus cohérent possible. Se posent les questions suivantes à cet égard. Y a-t-il lieu d'abandonner la garantie des 24 heures ? L'article 12, alinéa 2, de la Constitution a en effet été soumis à révision. Comment formuler concrètement l'assistance afin d'être conforme, sur le plan européen, à la Convention européenne des droits de l'homme ? Comment y parvenir avec un minimum de moyens ? Comment s'assurer que toute la chaîne pénale (y compris la défense) soit à même de répondre à ce nouveau défi ? L'on examine ces questions en suivant notamment les évolutions à l'étranger.

Personne de contact :

Kris Decramer : kris.decramer@just.fgov.be, 02/542.74.84 (NL)

Campagne « Stop à la prostitution infantine »

Le SPC accorde une importance toute particulière à une bonne collaboration avec les différents partenaires tant au sein qu'au dehors des autorités fédérales, régionales et communautaires. Le lien de coopération qui a pris forme entre plusieurs autorités et ONG en vue de lutter contre la prostitution des enfants est sans précédent.

Dès lors que la politique criminelle recouvre « *l'ensemble des mesures, à caractère pénal ou non, tendant à assurer la protection de la société contre la criminalité, à aménager le sort des délinquants et à garantir les droits des victimes* », le SPC estime qu'il s'impose de veiller au renforcement de ce lien de coopération. La création d'une société sûre et juste, plus particulièrement pour les enfants, est un problème complexe qui concerne tout un chacun.

Cela fait des années que la Belgique joue un rôle de pionnier dans l'approche de la traite des êtres humains. Les lois de 1995 relatives à la traite des êtres humains et à la pornographie infantine ainsi qu'aux abus sexuels commis sur des enfants visaient une approche efficace du phénomène. La loi du 28 novembre 2000 relative à la protection pénale des mineurs a complété cet arsenal législatif, en vue d'une meilleure protection pour les mineurs victimes de la prostitution, sans distinction d'âge.

Le 10 août 2005, la loi relative à la traite des êtres humains a été modifiée en vue de renforcer la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains. L'exploitation (sexuelle) de mineurs est considérée depuis comme une circonstance aggravante.

Il importe de disposer d'un bon arsenal législatif ainsi que d'une politique de recherche et de poursuite appropriée. Le SPC a évalué les lois de 1995 et formulé des recommandations au ministre de la Justice afin d'améliorer encore la lutte contre ces formes d'infractions.

Le SPC est un partenaire important pour différentes autorités et ONG dans la recherche de solutions visant à protéger les enfants dans la société. Mieux vaut prévenir que guérir. Aussi le SPC est-il convaincu que des campagnes telles que « Stop à la prostitution infantine » sont nécessaires. C'est pourquoi il les soutient résolument.

Pour plus d'infos sur la campagne : www.stopprostitutionenfantine.be.

Personne de contact :

Christel De Craim: christel.decraim@just.fgov.be, 02/542.74.54 (NL)

Signature d'un protocole sur la maltraitance des enfants

Lors de la conférence sur la sécurité organisée à Anvers, le 30 mars 2010, le ministre de la Justice, Stefaan De Clerck, et le ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille, Jo Vandeurzen, ont signé un protocole en matière de maltraitance des enfants.

Eu égard aux recommandations de la Commission nationale contre l'exploitation sexuelle des enfants, créée à la suite de l'affaire Dutroux, deux groupes de travail en matière de maltraitance des enfants ont été mis sur pied. Ces deux groupes avaient pour but d'élaborer des directives à l'égard des autorités judiciaires et de rédiger des instructions pour les instances compétentes des Communautés et des Régions en ce qui concerne la lutte contre la maltraitance des enfants. Le groupe de travail néerlandophone, au sein duquel le SPC a toujours joué le rôle de coordinateur, a formulé plusieurs recommandations aux ministres compétents. Le SPC a converti ces recommandations en engagements concrets, que les ministres prennent en signant le protocole.

Une bonne collaboration ainsi qu'une concertation structurelle entre la Justice et le Bien-être constituent la clé de voûte d'une approche intégrale de la maltraitance des enfants. C'est pourquoi les ministres s'engagent à permettre l'organisation d'une concertation structurelle, tant au niveau des arrondissements judiciaires (au sein des conseils d'arrondissement pour la politique en faveur des victimes) qu'au niveau flamand (dans le cadre d'une nouvelle structure de concertation, à savoir le « Vlaams Forum Kindermishandeling »). Par ailleurs, les deux ministres reconnaissent l'importance de la sensibilisation, de l'information et de la formation. Tous deux assumeront cette tâche, chacun dans le cadre de son propre domaine de compétences. Enfin, le protocole contient une directive communautaire (pour le secteur de l'aide ainsi que pour le secteur judiciaire) en matière d'approche de la maltraitance des enfants, à savoir le « Stappenplan Kindermishandeling » (plan par étapes relatif à la maltraitance des enfants). La directive distingue et commente cinq étapes : information, conseil, signalement, enquête et diagnostic, et enfin plan d'aide, suivi/poursuite et exécution de la peine.

Le protocole en matière de maltraitance des enfants définit plusieurs pratiques existantes. Il ne se borne toutefois pas à cela. Le « Vlaams Forum Kindermishandeling » forme une nouvelle structure de concertation, qui reflète clairement les efforts consentis en vue d'organiser une concertation structurelle et d'harmoniser les trajets au sein de l'aide et de la justice. Ce protocole permet dès lors de franchir un pas vers l'extension, l'amélioration et le renforcement de la collaboration dans la lutte contre la maltraitance des enfants.

Pour plus d'infos sur le protocole en matière de maltraitance des enfants, voir la publication d'été du « Tijdschrift voor Jeugdrecht en Kinderrechten ». Le protocole peut également être consulté sur notre site Internet : www.politiquecriminelle.be.

Personnes de contact :

Christel De Craim :	christel.decraim@just.fgov.be ,	02/542.74.54 (NL)
Els Traets :	els.traets@just.fgov.be ,	02/542.74.50 (NL)

Plate-forme nationale de concertation de la criminalité automobile

Le SPC assure, conjointement avec la Direction Sécurité intégrale locale (SPF Intérieur), la présidence, le secrétariat ainsi que l'organisation de la Plate-forme nationale de concertation de la criminalité automobile (PNA).

La PNA est le premier organe qui assiste les ministres de la Justice et de l'Intérieur pour l'élaboration d'une politique de sécurité intégrale et intégrée en matière de criminalité liée aux véhicules. Elle formule des avis sur les questions actuelles et les derniers développements en la matière. L'approche intégrale prend forme grâce à l'alliance de l'engagement et des connaissances des différentes instances, institutions et organisations publiques et privées actives dans le domaine. La PNA travaille selon le principe de la collaboration des secteurs public et privé et ce, dans un climat de respect mutuel quant aux besoins de tous les partenaires.

La PNA est constituée d'un groupe de pilotage général composé de représentants d'instances publiques et privées, qui se réunissent deux fois par an. Des groupes de travail sont par ailleurs formés selon les projets à développer ou les aspects à étudier. Les groupes de travail actuels sont les suivants : le groupe de travail « Douanes », le groupe de travail « Prévention en matière de criminalité liée aux véhicules » et le groupe de travail « Documents de bord ».

Au cours des derniers mois, la PNA a examiné les sujets suivants et s'est efforcée d'y apporter des solutions : effractions dans les véhicules, vols de pièces de voitures, prévention de vols dans les véhicules, système CHECKDOC, sécurité des parkings, problématique des certificats de conformité et des doubles, problématique des véhicules en leasing détournés, nouveau certificat d'immatriculation et nouvelles plaques minéralogiques européennes.

La prochaine séance plénière de la PNA se tiendra en septembre et sera présidée par le SPC. L'ordre du jour de la réunion doit encore être fixé et ce, compte tenu des problèmes qu'il reste à résoudre et des développements actuels dans le secteur.

Personne de contact :

Salih Sivri : salih.sivri@just.fgov.be, 02/542.74.79 (NL)

Evaluatie van de samenwerkingsakkoorden inzake begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik

In de vorige newsletter werd aangekondigd dat de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid (DSB) van start is gegaan met de evaluatie van de samenwerkingsakkoorden inzake de begeleiding en de behandeling van daders van seksueel misbruik. De evaluatie heeft tot doel om mogelijke knelpunten in de opzet en de toepassing van de samenwerkingsakkoorden te identificeren.

De eerste fase van de studie is ondertussen afgerond met een literatuurstudie waarin de bestaande informatie en knelpunten werden geïnventariseerd. De literatuurstudie werd in april overgemaakt aan de stuurgroep. Binnen de stuurgroep was er een algehele consensus dat het principe en de finaliteit van de samenwerkingsakkoorden op zich niet in vraag wordt gesteld, maar dat er wel nood is aan een verbetering en actualisatie.

Om de informatie uit de literatuurstudie verder uit te diepen en aan te vullen, is nu in de tweede fase gestart met een grootschalige schriftelijke bevraging van de betrokken actoren. Deze bevraging gebeurt in samenwerking met de directoraten-generaal Justitiehuisen en Penitentiaire Inrichtingen. In de derde fase zal tot slot, in de loop van de maand september, een rapport met knelpunten en aanbevelingen worden opgesteld dat zal worden overgemaakt aan de nieuwe minister van Justitie.

Contactpersonen:

An Raes:	an.raes@just.fgov.be ,	02/542.74.21 (NL)
Ariane Deladrière:	ariane.deladriere@just.fgov.be ,	02/542.74.12 (FR)
Salih Sivri:	salih.sivri@just.fgov.be ,	02/542.74.79 (NL)
Margot Taeymans:	margot.taeymans@just.fgov.be ,	02/542.74.85 (NL)
Jessy Mertens:	jessy.mertens@just.fgov.be ,	02/542.74.18

Bijstand van de advocaat

De DSB volgt de problematiek op van de bijstand van de advocaat (de *Salduz*-rechtspraak). Het college van procureurs-generaal heeft op 4 mei 2010 een omzendbrief verspreid met 'voorlopige richtlijnen inzake de bijstand van een advocaat bij het eerste politionele verhoor van een verdachte gelet op de recente rechtspraak van het EHRM'.

In de omzendbrief staat te lezen dat het momenteel niet mogelijk is om een effectieve bijstand van de advocaat in te voeren. Er wordt wel voorzien in een video-opname door de politiediensten van het eerste verhoor van een verdachte voor zware misdrijven (nl. levensbeëindigende en niet correctionaliseerbare misdaden). Ook wordt voortaan aan elke ondervraagde persoon meegedeeld dat hij het recht heeft te weigeren om te antwoorden op de gestelde vragen.

Deze voorlopige oplossing is operationeel, maar de problematiek van de bijstand van de advocaat is een fundamentele keuze van de samenleving die een wetgevend optreden vereist. De DSB analyseert dan ook mogelijke denkpistes om ondersteuning te bieden aan de voorbereiding van zo een coherent mogelijk (grond)wettelijk kader. De volgende vragen rijzen hierbij. Moet de waarborg van de 24-uur worden verlaten? Artikel 12, lid 2 van de Grondwet werd immers voor herziening vatbaar verklaard. Hoe moet de bijstand concreet worden geformuleerd om de Europese toetsing ten aanzien van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens te doorstaan? Hoe kan dit met een minimum aan middelen? Hoe kan worden verzekerd dat de volledige strafrechtsketen - met inbegrip van de verdediging - aan deze nieuwe uitdaging kan beantwoorden? Dit wordt bestudeerd door het opvolgen van buitenlandse evoluties.

Contactpersoon:

Kris Decramer:

kris.decramer@just.fgov.be,

02/542.74.84 (NL)

Campagne ‘Stop kinderprostitutie’

De DSB hecht veel belang aan een goede samenwerking met verschillende partners zowel binnen de federale, gemeenschaps- en gewestelijke overheden, als daarbuiten. Het samenwerkingsverband tussen enkele overheden en NGO's, dat gestalte kreeg om kinderprostitutie tegen te gaan, is uniek.

Gelet op het feit dat strafrechtelijk beleid het geheel van maatregelen, al dan niet strafrechtelijk van aard, die strekken tot het beschermen van de maatschappij tegen de criminaliteit, tot het bepalen van het lot van de delinquenten, en tot het garanderen van de rechten van de slachtoffers, vormt, vond de DSB dat gehoor moest gegeven worden aan de vraag om dit samenwerkingsverband te versterken. Het creëren van een veilige en rechtvaardige samenleving, in het bijzonder voor de kinderen, is een complex probleem dat iedereen aangaat.

Sinds jaren heeft België een voortrekkersrol in de aanpak van mensenhandel. De wetten van 1995 betreffende mensenhandel en kinderpornografie en het seksueel misbruik van kinderen zorgden voor een effectieve aanpak van deze fenomenen. De wet van 28 november 2000 betreffende de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen vervolledigde dit wettelijk arsenaal. Het zorgde voor een betere bescherming van minderjarige slachtoffers van prostitutie, zonder onderscheid naar leeftijd.

Op 10 augustus 2005 volgde een wetswijziging van de wet betreffende mensenhandel met als doel om de strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel te versterken. De (seksuele) uitbuiting van minderjarigen wordt sindsdien beschouwd als een verzwarende omstandigheid.

Een goed wettelijke arsenaal en een adequaat opsporings- en vervolgingsbeleid zijn van belang. De DSB heeft de wetten van 1995 geëvalueerd en aanbevelingen aan de minister van Justitie gedaan met als doel de strijd tegen deze vormen van misdrijven nog beter te kunnen voeren.

De DSB is een belangrijke partner voor verschillende overheden en NGO's voor wat betreft het zoeken naar oplossingen om kinderen in de samenleving te beschermen. Voorkomen is steeds beter dan genezen, de DSB is er dan ook van overtuigd dat campagnes zoals 'Stop kinderprostitutie' nodig zijn en steunt deze van harte.

Meer informatie over de campagne kunt u vinden op www.stopkinderprostitutie.be.

Contactpersoon:

Christel De Craim: christel.decraim@just.fgov.be, 02/542.74.54 (NL)

Ondertekening ‘Protocol Kindermishandeling’

Op 30 maart 2010, tijdens de Veiligheidsconferentie in Antwerpen, ondertekenden minister van Justitie, Stefaan De Clerck en Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin Jo Vandeurzen het “Protocol Kindermishandeling”.

Gezien de aanbevelingen van de ‘Nationale Commissie tegen Seksuele Uitbuiting’, opgericht na de zaak Dutroux, werden 2 werkgroepen kindermishandeling opgericht. Deze hadden tot doel om richtlijnen uit te werken ten aanzien van de gerechtelijke overheden en instructies op te stellen voor de bevoegde instanties van de gemeenschappen en gewesten voor wat betreft de aanpak van kindermishandeling. De Nederlandstalige werkgroep, waarin de DSB steeds een coördinerende rol heeft gespeeld, formuleerde een aantal aanbevelingen naar de bevoegde ministers. Deze aanbevelingen werden door de DSB herwerkt tot concrete engagementen die de ministers opnemen met de ondertekening van het protocol.

Een goede samenwerking en structureel overleg tussen Justitie en Welzijn vormen de hoeksteen in een integrale aanpak van kindermishandeling. Daarom verbinden de ministers zich ertoe om structureel overleg mogelijk te maken, zowel op niveau van de gerechtelijke arrondissementen (in de schoot van de arrondissementele raden voor het slachtofferbeleid) als op Vlaams niveau (in een nieuw op te richten overlegstructuur, namelijk het Vlaams Forum Kindermishandeling). Daarnaast onderschrijven beide ministers het belang van sensibilisatie, informatie en vorming, en zullen zij elk binnen hun eigen bevoegdheidsdomein deze taak opnemen. Tot slot bevat het protocol een gemeenschappelijke richtlijn (voor zowel de sector van de hulpverlening als voor de justitiële sector) inzake de aanpak van kindermishandeling, het zgn. ‘Stappenplan Kindermishandeling’. In de richtlijn worden vijf stappen onderscheiden en toegelicht, met name: informatie, advies, melden, onderzoek en diagnose en tot slot zorgplan en opvolging/vervolgning en strafuitvoering.

Het ‘Protocol Kindermishandeling’ legt een aantal bestaande praktijken vast, maar gaat verder dan dat. Met het Vlaams Forum Kindermishandeling wordt een nieuwe overlegstructuur opgericht en wordt er duidelijk ingezet op structureel overleg en afstemming tussen de trajecten binnen hulpverlening en justitie. Dit protocol vormt dan ook een opstap naar meer, beter en intensiever samenwerken in de strijd tegen kindermishandeling.

Meer informatie over het ‘Protocol Kindermishandeling’ leest u in het zomernummer van het Tijdschrift voor Jeugd- en Kinderrechten. U kunt het protocol ook downloaden via onze website www.strafrechtelijkbeleid.be.

Contactpersonen:

Christel De Craim:	christel.decraim@just.fgov.be ,	02/542.74.54 (NL)
Els Traets:	els.traets@just.fgov.be ,	02/542.74.50 (NL)

Nationaal Overlegplatform Autocriminaliteit

De DSB verzorgt samen met de Directie Lokale Integrale Veiligheid (FOD Binnenlandse Zaken) het voorzitterschap, het secretariaat alsook de organisatie van het Nationaal Overlegplatform Autocriminaliteit (NOA).

Het NOA is het primaire orgaan dat de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken bijstaat bij de ontwikkeling van een integraal en geïntegreerd veiligheidsbeleid inzake autocriminaliteit. Het orgaan geeft advies over actuele vragen en nieuwe ontwikkelingen in het domein. De integrale aanpak wordt gerealiseerd door het bundelen van de inzet en kennis van de verschillende publieke en privé instanties, instellingen en organisaties die binnen de sector werkzaam zijn. Het NOA werkt volgens het principe van privaat-publieke samenwerking die plaats vindt in een sfeer van wederzijds respect voor de noden van alle partners.

Eenzijds is het NOA opgebouwd uit een algemene stuurgroep met vertegenwoordigers van publieke en private instanties die twee keer per jaar samenkomen. Anderzijds worden er in functie van de te ontwikkelen projecten of te onderzoeken deelaspecten werkgroepen gevormd. De huidige werkgroepen zijn: de werkgroep Douane, de werkgroep Preventie autocriminaliteit en de werkgroep Boorddocumenten.

De voorbije maanden werden binnen het NOA de volgende onderwerpen besproken en ervoor naar oplossingen gezocht: inbraak in voertuigen, diefstal van auto-onderdelen, preventie van diefstal uit voertuigen, CHECKDOC-systeem, beveiliging van parkings, problematiek van gelijkvormigheidsattesten en doubletten, problematiek van verduisterde leasevoertuigen, nieuw inschrijvingsbewijs en nieuwe Europese nummerplaten.

De volgende plenaire NOA vergadering vindt plaats in september en wordt voorgezeten door de DSB. De agenda van de vergadering moet nog vastgesteld worden rekening houdend met de nog op te lossen problemen en met de actuele ontwikkelingen in deze sector.

Contactpersoon:

Salih Sivri: salih.sivri@just.fgov.be, 02/542.74.79 (NL)

Rédactrice et personne contact : [Nika Spriet](#) | 02/542.74.65

Webmaster : Nicolas Kontossis

Traducteurs/vertalers : Olivia Glorieux, Fabyan De Grootd et/en Stéphane Laloyaux

Service de la Politique criminelle | Avenue de la Porte de Hal 5-8 | 1060 Bruxelles |
02/542.74.23 | www.politiquecriminelle.be

Dienst voor het Strafrechtelijk beleid | Hallepoortlaan 5-8 | 1060 Brussel |
02/542.74.23 | www.strafrechtelijkbeleid.be